

**ASSOCIATION  
LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES**

15, rue de Vaugirard  
75006 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2019**



**Commissaire aux Comptes  
39 rue Erlanger 75016 PARIS**

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'Assemblée Générale de l'Association LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES.

### OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiqués dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que du caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **VERIFICATION DES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

#### **RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

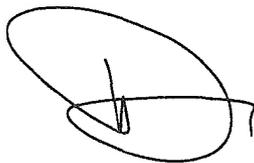
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et

met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 27 mars 2020



Hubert DROUETS



RSM PARIS

26, rue Cambacérés

75 008 Paris

France

Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00

Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

[www.rsmfrance.fr](http://www.rsmfrance.fr)

# LES INDEPENDANTS

## COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

# Sommaire

<b>Bilan</b>	<b>3</b>
<b>Compte de résultat</b>	<b>5</b>
<b>Annexe</b>	<b>7</b>
<i>PREAMBULE</i>	7
<i>REGLES ET METHODES COMPTABLES</i>	7
<i>NOTES SUR LE BILAN ACTIF</i>	8
<i>NOTES SUR LE BILAN PASSIF</i>	9
<i>NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT</i>	10

# LES INDEPENDANTS

## Bilan

## Bilan

Présenté en Euros

BILAN ACTIF	EXERCICE CLOS LE 31/12/2019 (12 mois)			31/12/2018 (3 mois)
	Brut	Amort et Déprec	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Actif circulant</b>				
Fond de roulement APGS	53 600		53 600	30 000
Produits à recevoir	25 818		25 818	10 679
Charges constatées d'avance	835		835	
Disponibilités	289 084		289 084	217 404
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>369 337</b>	<b>0</b>	<b>369 337</b>	<b>258 082</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>369 337</b>	<b>0</b>	<b>369 337</b>	<b>258 082</b>

BILAN PASSIF	31/12/2019 (12 mois)	31/12/2018 (12 mois)
	<b>Fonds associatifs et réserves</b>	
<b>Fonds propres</b>		
Fonds associatifs		
Report à nouveau	181 850	37 636
Résultat de l'exercice	96 598	144 214
Provisions pour risques et charges		21 000
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES</b>	<b>278 448</b>	<b>202 850</b>
<b>Dettes</b>		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 041	394
Charges à payer	89 848	54 839
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>90 889</b>	<b>55 233</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>369 337</b>	<b>258 082</b>

# LES INDEPENDANTS

## Compte de résultat

## Compte de résultat

Présenté en Euros

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>31/12/2019 (12 mois)</b>	<b>31/12/2018 (12 mois)</b>
<b>Produits d'exploitation</b>		
● <i>Subventions</i>		
Sénat	520 010	463 154
UDRL	111 134	111 840
Subvention informatique 2017	89	9 235
Subvention informatique 2018	697	8 807
Subvention informatique 2019	12 371	
Subvention formation	-288	1 872
● <i>Cotisations sénateurs</i>	34 700	27 000
● <i>Autres produits</i>	207	207
● <i>Reprise provisions risques et charges</i>	21 000	
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>699 920</b>	<b>622 114</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
● <i>Autres achats et charges externes</i>	34 243	27 403
Fournitures consommables	483	357
Frais informatiques subventionnés	12 371	8 807
Petit équipement informatique	19	227
Autres matières et fournitures		108
Documentation générale		
Honoraires	14 764	10 848
Honoraires formation subventionnés		1 872
Annonces et insertions		1 319
Cadeaux	145	100
Publications	116	
Réceptions	4 288	3 013
Frais postaux et de télécommunications	1 320	185
Services bancaires	738	537
Divers		31
● <i>Salaires et traitements</i>	372 322	272 531
● <i>Charges sociales</i>	196 757	156 965
● <i>Dotation provisions risques et charges</i>		21 000
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>603 322</b>	<b>477 900</b>
<b>RESULTAT EXPLOITATION</b>	<b>96 598</b>	<b>144 214</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>96 598</b>	<b>144 214</b>

# LES INDEPENDANTS

## Annexe

## Annexe

### PREAMBULE

Le premier exercice du groupe parlementaire « Les indépendants » a été d'une durée de trois mois : 2 octobre 2017 - 31 décembre 2017.

Le deuxième exercice du groupe parlementaire « Les indépendants » a été d'une durée de douze mois : 1<sup>er</sup> janvier 2018 - 31 décembre 2018.

Le troisième exercice du groupe parlementaire « Les indépendants » a été d'une durée de douze mois : 1<sup>er</sup> janvier 2019 - 31 décembre 2019.

Le total du bilan de l'exercice est de 369 337 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 96 598 €.

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes 2019 du groupe sont établis conformément aux règles édictées par le Plan Comptable Général mis à jour des différents règlements homologués depuis 1999, aux principes fondamentaux, et aux particularités prises par le règlement CRC n°99-01 relatif au plan comptable des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à un autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont identiques à l'exercice précédent et sont communiquées ci-dessous :

#### **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature, la valeur d'entrée des titres cédés est déterminée selon la méthode du « premier entré – premier sorti ».

A la date de clôture de l'exercice, les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur liquidative. Si cette valeur d'inventaire est supérieure au prix d'acquisition, la plus-value latente n'est pas comptabilisée. Si elle est inférieure, la moins-value latente fait l'objet d'une dépréciation.

Au 31 décembre 2019, l'association ne possède pas de valeurs mobilières de placement.

#### **Note sur le résultat courant et le résultat exceptionnel**

Les éléments des activités ordinaires même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant sont compris dans le résultat courant. Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'association sont comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

## Annexe (suite)

### NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### Disponibilités

<b>BILAN ACTIF</b> Détail des disponibilités au 31/12/2019	
LCL	289 084
<b>TOTAL DISPONIBILITES</b>	<b>289 084</b>

#### Etat des créances

<b>BILAN ACTIF</b> Détail des autres créances au 31/12/2019	
▪ Fonds de roulement APGS :	53 600
▪ Etat - produits à recevoir :	16 719
▪ Produits à recevoir informatiques :	9 099
<b>TOTAL</b>	<b>79 418</b>

## Annexe (suite)

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### Etat des dettes

<b>BILAN PASSIF</b>	
<b>Détail des dettes au 31/12/2019</b>	
▪ Dettes fournisseurs :	1 041
▪ Charges à payer :	89 848
<b>TOTAL</b>	<b>90 889</b>

Au 31 décembre 2019, les charges à payer sont constituées des charges sociales relatives aux salaires du 4<sup>ème</sup> trimestre 2019, décaissées en Janvier 2020 par le groupe parlementaire.

## Annexe (suite)

### NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### *Subventions*

Les subventions se détaillent comme suit :

▪ Sénat :	520 010	80,71%
▪ UDRL :	111 134	17,25%
▪ Subvention informatique 2017 :	89	0,01%
▪ Subvention informatique 2018 :	697	0,11%
▪ Subvention informatique 2019 :	12 371	1,92%
<b>TOTAL</b>	<b>644 301</b>	<b>100%</b>

#### *Résultat financier*

Néant

#### *Résultat exceptionnel*

Néant